

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2011 — 1754

[C — 2011/09499]

21 JUIN 2011. — Arrêté royal concernant la forme de la licence de classe G1, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe G1, ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires de cette licence

RAPPORT AU ROI

Sire,

1. Introduction

Le présent projet d'arrêté royal qui Vous est soumis s'inscrit dans l'exécution de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, ci-après appelée la loi sur les jeux de hasard.

Ce projet d'arrêté royal doit être lu conjointement avec le projet d'arrêté royal fixant les conditions auxquelles doivent satisfaire des jeux proposés dans le cadre de programmes télévisés au moyen de séries de numéros du plan belge de numérotation et qui forment un programme complet de jeu.

Les projets contiennent de la réglementation relative aux jeux téléphoniques télévisés.

Le projet d'arrêté royal ici soumis fixe, en application de l'article 43/13 de la loi sur les jeux de hasard, les règles relatives à la licence requise pour l'exploitation de tels jeux, à savoir la licence de classe G1.

2. Commentaire des articles

L'article 1^{er} détermine comment la demande de licence doit être introduite. Elle peut l'être par envoi postal recommandé ou par voie électronique. Il y a lieu d'utiliser un formulaire dont le modèle est joint en annexe I au projet d'arrêté royal ici soumis.

L'article 2 indique que la Commission des jeux de hasard doit traiter la demande de licence dans un délai de trois mois.

L'article 3 prescrit que les jeux sont évalués séparément et que la licence à délivrer précise les jeux auxquels elle s'applique.

L'article 4 prévoit que la Commission des jeux de hasard notifie la décision par envoi postal recommandé.

Si la décision est favorable, une licence de classe G1 sera délivrée conformément au modèle joint en annexe II au projet d'arrêté royal ici soumis.

L'article 5 permet au titulaire de la licence, pendant la durée de celle-ci, d'introduire une demande supplémentaire en vue de faire figurer de nouveaux jeux sur la licence. Cette demande doit être introduite et examinée de la même manière que la demande licence.

L'article 6 prévoit que le titulaire de la licence doit conclure un protocole avec les opérateurs, les entreprises facilitatrices et les organisateurs de jeux téléphoniques télévisés. Ce protocole doit régler leur collaboration.

L'article 7 prévoit que le titulaire de licence doit veiller en permanence à la sincérité des jeux médias organisés et à la régularité de leur fonctionnement.

Enfin, l'article 8 prescrit la tenue d'une comptabilité distincte sur les jeux médias organisés.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK
Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS
La Ministre de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX
Le Ministre pour l'Entreprise,
V. VAN QUICKENBORNE
Le Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

Le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de la Justice,
C. DEVLIES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2011 — 1754

[C — 2011/09499]

21 JUNI 2011. — Koninklijk besluit betreffende de vorm van de vergunning klasse G1, de wijze waarop de aanvragen van een vergunning klasse G1 moeten worden ingediend en onderzocht en de verplichtingen waaraan de houders van deze vergunning moeten voldoen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

1. Inleiding

Het huidige ontwerp van koninklijk besluit dat U wordt voorgelegd kadert in de ten uitvoerlegging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, hierna de Kansspelwet genoemd.

Dit koninklijk besluit dient samen gelezen te worden met het ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaraan spelen aangeboden in het kader van televisieprogramma's via nummerreeksen van het Belgische nummerplan en die een totaalprogramma inhouden, moeten voldoen.

De ontwerpen bevatten regelgeving met betrekking tot de zogenaamde 'belspeltjes' op televisie.

Voorliggend ontwerp van koninklijk besluit bepaalt, in toepassing van artikel 43/13 van de Kansspelwet, de nadere regels met betrekking de vergunning vereist voor de exploitatie van dergelijke spelletjes, te weten de vergunning klasse G1.

2. Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1 bepaalt hoe de vergunning moet worden aangevraagd. Dit kan per aangetekende postzending of op elektronische wijze. Er dient gebruikt te worden gemaakt van het formulier gevoegd als bijlage I bij voorliggend ontwerp van koninklijk besluit.

Artikel 2 geeft aan dat de aanvraag door de Kansspelcommissie zal worden behandeld binnen een termijn van drie maanden.

Artikel 3 schrijft voor dat over de aangevraagde spelen afzonderlijk geoordeeld wordt en dat in de af te leveren vergunning aangeduid wordt voor welke spelen ze geldt.

Artikel 4 voorziet in een kennisgeving van de beslissing van de Kansspelcommissie per aangetekende postzending.

Indien het een gunstige beslissing betreft zal een vergunning klasse G1 worden afgeleverd overeenkomstig het model gevoegd bijlage II bij voorliggend ontwerp van koninklijk besluit.

Artikel 5 laat de vergunninghouder toe, eenmaal de vergunning bekomen werd, om een bijkomende aanvraag in te dienen om andere, nieuwe spelen mee in de vergunning te laten opnemen. Deze aanvraag verloopt op dezelfde wijze als de vergunningsaanvraag.

Artikel 6 stelt dat de vergunninghouder een protocol dient af te sluiten met de gebeurlijke operatoren, facilitatoren en organisatoren van de belspeltjes. Dit protocol dient hun onderlinge samenwerking te regelen.

Artikel 7 geeft aan dat vergunninghouder voortdurend moet zorgen voor de eerlijkheid van de ingerichte mediaspelen, alsook voor de regelmatige werking ervan.

Artikel 8 ten slotte schrijft voor dat met betrekking tot de ingerichte mediaspelen een afzonderlijk boekhouding dient te worden gevoerd.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK
De Minister van Financiën,
D. REYNDERS
De Minister van Volksgezondeheid,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister voor Ondernemen,
V. VAN QUICKENBORNE
De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Justitie,
C. DEVLIES

**Avis 49.483/2 du 27 avril 2011 de la section de législation
du Conseil d'Etat**

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat, adjoint au Ministre de la Justice, le 5 avril 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif à la forme de la licence de classe G1, aux modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe G1, aux modalités de fonctionnement et d'administration des jeux médias, étant entendu que la comptabilité relative à toutes les activités ayant trait aux jeux doit être tenue distinctement », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Intitulé

Il est conseillé de donner à un acte un intitulé clair, précis, complet et concis. Il doit permettre au lecteur de cerner immédiatement l'objet de l'acte (1).

L'intitulé du projet examiné (« arrêté royal relatif à la forme de la licence de classe G1, aux modalités d'introduction et d'examen des demandes de licences de classe G1, aux modalités de fonctionnement et d'administration des jeux médias, étant entendu que la comptabilité relative à toutes les activités ayant trait aux jeux doit être tenue distinctement ») doit pouvoir être amélioré au niveau de la concision. Il n'est ainsi pas nécessaire de rappeler que l'habilitation qui sert de fondement au projet prévoit que la comptabilité relative à toutes les activités ayant trait aux jeux doit être tenue distinctement.

Un intitulé ne peut pas donner l'impression que son objet est plus large qu'il ne l'est réellement. A cet égard, l'usage des mots « des jeux médias » peut laisser penser qu'il concerne l'ensemble des jeux médias alors que le projet examiné concerne seulement les jeux médias exploités par les titulaires d'une licence de classe G1, c'est-à-dire dans le cadre de programmes télévisés au moyen de séries de numéros du plan belge de numérotation et qui forment un programme complet de jeu et pas ceux exploités via un autre média (2).

L'intitulé du projet pourrait être, compte tenu de l'intérêt d'avoir une similitude dans les intitulés des différents arrêtés qui concernent les différentes classes de licences, « arrêté royal concernant la forme de la licence de classe G1, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licences de classe G1 ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires de cette licence ».

Dispositif

Articles 1^{er}, 2 et 4

Aux articles 1^{er}, 2 et 4, le projet utilise les mots « par lettre recommandée ». Il y a lieu d'utiliser une terminologie conforme à la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques, le recommandé électronique et les services de certification telle qu'elle sera en vigueur au plus tard le 30 juin 2011 (3), c'est-à-dire « un envoi postal recommandé », ce qui permet également de faire apparaître plus clairement la distinction faite par le projet entre ce type d'envoi et la procédure électronique.

**Advies 49.483/2 van 27 april 2011 van de afdeling Wetgeving
van de Raad van State**

De Raad van State, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 5 april 2011 door de Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de vorm van de vergunning klasse G1, de wijze waarop de aanvragen van een vergunning klasse G1 moeten worden ingediend en onderzocht en de wijze waarop de mediaspelen worden ingericht en beheerd, met dien verstande dat een afzonderlijke boekhouding moet worden gevoerd voor alle kansspelactiviteiten », heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Aanbevolen wordt te zorgen voor een duidelijk, nauwkeurig, volledig en beknopt opschrift van het besluit. Door het opschrift moet het onderwerp van de tekst onmiddellijk duidelijk zijn voor de lezer (1).

Het opschrift van het voorliggende ontwerp (« koninklijk besluit betreffende de vorm van de vergunning klasse G1, de wijze waarop de aanvragen van een vergunning klasse G1 moeten worden ingediend en onderzocht en de wijze waarop de mediaspelen worden ingericht en beheerd, met dien verstande dat een afzonderlijke boekhouding moet worden gevoerd voor alle kansspelactiviteiten »), moet verbeterd kunnen worden op het stuk van de beknoptheid. Het is aldus niet noodzakelijk eraan te herinneren dat de machtiging die de rechtsgrond van het ontwerp vormt, bepaalt dat een afzonderlijke boekhouding moet worden gevoerd voor alle kansspelactiviteiten.

Een opschrift mag niet de indruk doen ontstaan dat het onderwerp ervan ruimer lijkt dan het werkelijk is. In dit verband kan het gebruik van de woorden « de mediaspelen » de indruk wekken dat het gaat om alle mediaspelen, terwijl het onderzochte ontwerp alleen betrekking heeft op de mediaspelen die geëxploiteerd worden door houders van een vergunning klasse G1, dit wil zeggen in het kader van televisieprogramma's via nummerreeksen van het Belgische nummerplan en die een totaalprogramma inhouden, en niet om die welke via een andere medium geëxploiteerd worden (2).

Het opschrift van het ontwerp zou, gelet op het belang van gelijkvormigheid in de opschriften van de verschillende besluiten die betrekking hebben op de verschillende klassen van vergunningen, het volgende kunnen zijn : « koninklijk besluit betreffende de vorm van de vergunning klasse G1, de wijze waarop de aanvragen voor een vergunning klasse G1 moeten worden ingediend en onderzocht en de verplichtingen waaraan de houders van deze vergunning moeten voldoen ».

Dispositief

Artikelen 1, 2 en 4

In de artikelen 1, 2 en 4 gebruikt het ontwerp de woorden « aangetekende brief ». Er moet een terminologie worden gebruikt die overeenstemt met de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen, de elektronisch aangetekende zending en certificatie-diensten zoals ze uiterlijk 30 juni 2011 van kracht zal zijn (3), namelijk een « aangetekende postzending », wat het eveneens mogelijk maakt het in het ontwerp gemaakte onderscheid tussen dit type van zending en de elektronische procedure duidelijker tot uiting te laten komen.

Article 3

1. L'article 3 du projet prévoit que la Commission des jeux de hasard peut éventuellement imposer des conditions supplémentaires lorsqu'elle autorise des jeux.

Pour admettre que l'octroi d'autorisations soit confié à une autorité administrative autonome sans contrôle d'opportunité exercé par une autorité politiquement responsable, il convient, à tout le moins, que les critères à prendre en considération pour délivrer ces autorisations soient définis de telle manière que le pouvoir ainsi reconnu ne recèle que peu d'éléments d'appréciation (4).

Les mots « éventuellement en imposant des conditions supplémentaires » doivent donc être omis.

2. Il y a lieu d'écrire « pour lesquels la licence est octroyée » et pas « pour lesquels la licence sera octroyée ».

Article 5

1. A l'alinéa 1^{er} de l'article 5, les mots « des jeux de hasard » doivent être omis car, selon l'article 1^{er}, les mots « la Commission » désignent dans le projet « la Commission des jeux de hasard ».

2. Il serait plus correct d'écrire que le titulaire de la licence peut demander d'exploiter d'autres jeux que ceux couverts par sa licence et qu'elle est complétée par les nouveaux jeux autorisés au lieu de prévoir que le titulaire demande « de faire figurer de nouveaux jeux sur la licence ».

Chapitre 3

Dans l'intitulé du chapitre 3, il y a lieu d'omettre les mots « étant entendu que la comptabilité relative à toutes les activités ayant trait aux jeux doit être tenue distinctement ».

Article 6

1. La première phrase de l'article 6, à savoir « Le titulaire de la licence s'engage vis-à-vis de la Commission des jeux de hasard à endosser l'entière responsabilité du contenu de la licence de classe G1 », doit être omise. Le titulaire de la licence est responsable de l'organisation des jeux conformément à la réglementation en vigueur sans qu'il soit nécessaire qu'il s'engage à en endosser la responsabilité.

2. S'il est admissible que, comme il est écrit à la deuxième phrase, le titulaire de la licence soit tenu de conclure « avec les opérateurs, les entreprises facilitatrices et les organisateurs un protocole qui règle leur collaboration », il va de soi que pareil protocole ne pourrait délier le titulaire de la licence de sa responsabilité.

Article 8

Il y a lieu d'écrire « tient une comptabilité » et pas « doit tenir une comptabilité ».

Article 9

Le délai de dix jours qui doit séparer, en principe, la publication au *Moniteur belge* de l'entrée en vigueur a pour but de permettre, aux destinataires de la norme d'en prendre connaissance dans un délai raisonnable. La section de législation n'aperçoit pas en l'espèce à quelle nécessité répondrait l'entrée en vigueur immédiate de l'arrêté en projet.

Article 10

La section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle le ministre qui a la Loterie Nationale dans ses attributions est chargé de l'exécution du projet examiné.

Annexe I

1. Il n'a pas été suffisamment tenu compte du fait que la demande peut être introduite, conformément à l'article 43/10, 1, de la loi du 7 mai 1999 précitée, par un ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou une personne morale selon le droit d'un Etat membre de l'Union européenne. Il en va par exemple ainsi de la subdivision « antécédents judiciaires », qui ne prévoit qu'une vérification auprès du casier judiciaire central.

Les auteurs du projet sont invités à revoir ce formulaire afin de permettre l'introduction de la demande depuis un autre Etat membre de l'Union européenne.

2. Au A, III, 4), il est demandé « Avez-vous ouvert un compte auprès d'un établissement bancaire, de change, de crédit ou d'épargne établi à l'étranger ? ». Il y a lieu d'omettre le mot « ouvert » afin que la question

Artikel 3

1. Artikel 3 van het ontwerp bepaalt dat de Kansspelcommissie eventueel bijkomende voorwaarden kan opleggen wanneer ze voor spelen een vergunning verleent.

Om toe te laten dat het verlenen van vergunningen wordt toevertrouwd aan een autonome bestuursoverheid zonder dat een politiek verantwoordelijke overheid een opportuniteitscontrole uitoefent, is het, op zijn minst, noodzakelijk dat de in aanmerking te nemen criteria om deze vergunningen af te geven zo worden omschreven dat de aldus toegekende bevoegdheid slechts weinig gegevens inhoudt die voor beoordeling vatbaar zijn (4).

De woorden « eventueel door het opleggen van bijkomende voorwaarden » behoren bijgevolg te vervallen.

2. Men schrijve « waarvoor de vergunning wordt verleend » en niet « waarvoor de vergunning zal worden verleend ».

Artikel 5

1. In het eerste lid van artikel 5 schrijve men « Commissie » in plaats van « Kansspelcommissie », daar, volgens artikel 1, met de woorden « de Commissie » in het ontwerp « de Kansspelcommissie » wordt bedoeld.

2. Het zou correcter zijn te schrijven dat de houder van de vergunning een aanvraag kan indienen voor de exploitatie van andere spelen dan die waarvoor zijn vergunning geldt en dat deze vergunning aangevuld wordt met de nieuwe spelen waarvoor een vergunning wordt verleend, in plaats van te bepalen dat de vergunninghouder een aanvraag indient « om nieuwe spelen in de vergunning te laten opnemen ».

Hoofdstuk 3

In het opschrift van hoofdstuk 3 dienen de woorden « met dien verstande dat een afzonderlijke boekhouding moet worden gevoerd voor alle kansspelactiviteiten » te vervallen.

Artikel 6

1. De eerste zin van artikel 6, namelijk « De vergunninghouder verbindt zich ertoe, tegenover de Kansspelcommissie, de volledige verantwoordelijkheid op zich te nemen met betrekking tot de inhoud van de vergunning G1 », dient te worden weggelaten. De vergunninghouder is verantwoordelijk voor de organisatie van de spelen overeenkomstig de geldende regelgeving zonder dat het noodzakelijk is dat hij daarvan de verantwoordelijkheid op zich neemt.

2. Het is weliswaar toelaatbaar dat, zoals in de tweede zin te lezen staat, de vergunninghouder « met de operatoren, facilitatoren en organisatoren een protocol » dient af te sluiten « waarin de onderlinge samenwerking wordt geregeld », maar het is evident dat een dergelijk protocol de vergunninghouder niet zou kunnen ontslaan van zijn verantwoordelijkheid.

Artikel 8

Men schrijve « voert een aparte boekhouding » in plaats van « dient een aparte boekhouding te voeren ».

Artikel 9

De termijn van tien dagen die, in principe, moet liggen tussen de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en de inwerkingtreding heeft als bedoeling dat de adressanten van de regel er binnen een redelijke termijn kennis van kunnen nemen. De afdeling Wetgeving ziet in casu niet wat de noodzaak is van de onmiddellijke inwerkingtreding van het ontworpen besluit.

Artikel 10

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk om welke reden de minister tot wiens bevoegdheid de Nationale Loterij behoort, belast wordt met de uitvoering van het onderzochte ontwerp.

Bijlage I

1. Er is niet voldoende rekening gehouden met het feit dat de aanvraag, overeenkomstig artikel 43/10, 1, van de voormelde wet van 7 mei 1999, kan worden ingediend door een onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie of door een rechtspersoon naar het recht van een lidstaat van de Europese Unie. Zulks is bijvoorbeeld het geval voor de rubriek « gerechtelijk verleden » die alleen voorziet in een controle bij het centraal strafregister.

De stellers van het ontwerp wordt verzocht dit formulier te herzien om het mogelijk te maken de aanvraag in te dienen vanuit een andere lidstaat van de Europese Unie.

2. In A, III, 4), wordt de volgende vraag gesteld: « Heeft U een rekening geopend bij een in het buitenland gelegen bank-, wissel-, krediet- of spaarinstelling ? ». Het woord « geopend » dient te vervallen

porte uniquement sur les comptes encore ouverts à l'exclusion de ceux qui auraient été clôturés ou d'écrire, comme dans le formulaire prévu pour la demande de licence de classe F1, « Si vous avez un compte ouvert auprès d'un établissement de banque, de change, de crédit ou d'épargne établi à l'étranger, veuillez remplir le tableau suivant : ».

3. Au C.1, il y a lieu de modifier l'annexe afin de mieux faire apparaître que ces données doivent être communiquées pour chaque jeu.

4.1. Au même point, il est prévu que le demandeur de la licence mentionne le fournisseur du jeu, l'organisateur, l'opérateur, l'entreprise facilitatrice et l'huissier de justice ou le notaire.

4.2. Si les auteurs du projet adoptent le projet d'arrêté royal fixant les conditions auxquelles doivent satisfaire certains jeux proposés dans le cadre de programmes télévisés au moyen de séries de numéros du plan belge de numérotation et qui forment un programme complet de jeu, également dénommé « arrêté royal jeux téléphoniques » sur lequel la section de législation a donné l'avis 49.317/2 le 23 mars 2011, la référence à un huissier de justice ou à un notaire n'apparaît plus pertinente. En effet, si l'intervention d'un notaire ou d'un huissier de justice est prévue par l'article 8, 2, de l'arrêté royal du 12 mai 2009 fixant les conditions auxquelles doivent satisfaire certains jeux proposés dans le cadre de programmes télévisés au moyen de séries de numéros du plan belge de numérotation et qui forment un programme complet de jeu, ce n'est plus le cas dans le texte en projet qui le remplace.

4.3. L'article 43/10, 3, de la loi du 7 mai 1999 précitée prévoit que le dossier transmis avec la demande doit indiquer clairement qui est l'opérateur, l'organisateur, le fournisseur du jeu et l'entreprise facilitatrice. Cet article précise que, s'il s'agit de personnes physiques, elles doivent également jouir pleinement de leurs droits civils et politiques et, s'il s'agit de personnes morales, les administrateurs et les gérants doivent jouir pleinement de ces droits. Il y a dès lors lieu de préciser les données qui doivent être mentionnées pour ces personnes afin que la Commission dispose des éléments nécessaires pour vérifier qu'elles jouissent pleinement de leurs droits civils et politiques.

5. Au C.2, il est écrit « conformément à l'article 6 du présent arrêté ». L'annexe ne citant pas l'arrêté auquel elle est jointe, il y a lieu de mentionner l'intitulé complet de l'arrêté en projet.

Cette observation vaut également pour la seconde annexe.

6. Il y a lieu d'écrire, dans la version française, « Vu pour être annexé à notre arrêté Y » et pas « Vue pour être annexée à Notre arrêté Y ».

Cette observation vaut également pour la seconde annexe.

Annexe II

Il y a lieu de faire précéder le texte de la seconde annexe par la mention « Annexe II » (5).

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, président de chambre,

P. Vandernoot, Mme M. Baguet, conseillers d'Etat,

Mme A.-C. Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. Delval, auditeur adjoint.

Le greffier,

A.-C. Van Geersdaele.

Le président,

Y. Kreins.

Notes

(1) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 14.

(2) L'article 2, 8°, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs définit le mot média comme suit : « toute station de radio ou de télévision et tout quotidien ou périodique dont le siège social de l'exploitant ou de l'éditeur est établi dans l'Union européenne ».

(3) Ces dispositions figurent aux articles 38 à 52 de la loi du 13 décembre 2010 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant

om de vraag uitsluitend betrekking te laten hebben op de rekeningen die nog openstaan, met uitzondering van die welke afgesloten zouden zijn, ofwel dient te worden geschreven, zoals in het formulier waarin voor de aanvraag van de vergunning klasse F1 is voorzien : « Heeft U een rekening geopend bij een in het buitenland gelegen bank-, wisselkrediet- of spaarinstelling ? Zo ja, vul dan onderstaande tabel in : ».

3. In C.1 moet de bijlage worden gewijzigd opdat beter zou blijken dat deze gegevens voor elk spel moeten worden medegedeeld.

4.1. In hetzelfde punt staat dat de aanvrager van de vergunning de spelaanbieder, de organisator, de operator, de facilitator en de gerechtsdeurwaarder of de notaris moet vermelden.

4.2. Indien de stellers van het ontwerp het ontwerp van koninklijk besluit aannemen tot vaststelling van de voorwaarden waaraan sommige spelen aangeboden in het kader van televisieprogramma's via nummerreeksen van het Belgische nummerplan en die een totaalprogramma inhouden, moeten voldoen, ook 'koninklijk besluit bespelen' genoemd, waarover de afdeling Wetgeving op 23 maart 2011 advies 49.317/2 heeft gegeven, lijkt het niet meer relevant te verwijzen naar een gerechtsdeurwaarder of een notaris. Hoewel immers in het optreden van een notaris of een gerechtsdeurwaarder is voorzien bij artikel 8, 2, van het koninklijk besluit van 12 mei 2009 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan sommige spelen aangeboden in het kader van televisieprogramma's via nummerreeksen van het Belgisch nummerplan en die een totaalprogramma inhouden moeten voldoen, is dit niet meer het geval in de ontworpen tekst die dat besluit vervangt.

4.3. Artikel 43/10, 3, van de voornoemde wet van 7 mei 1999 bepaalt dat in het dossier dat met de aanvraag wordt overgezonden duidelijk dient te worden weergegeven wie de operator, organisator, spelaanbieder en facilitator is. In dit artikel staat dat, indien het gaat om natuurlijke personen, deze ook volledig over hun burgerlijke en politieke rechten moeten beschikken, en indien het gaat om rechtspersonen, de bestuurders en zaakvoerders volledig over hun burgerlijke en politieke rechten moeten beschikken. Er is derhalve reden om de gegevens te preciseren die voor deze personen moeten worden vermeld opdat de Commissie over de noodzakelijke gegevens zou beschikken om na te gaan of ze volledig in het bezit zijn van hun burgerlijke en politieke rechten.

5. In C 2 staat « overeenkomstig artikel 6 van dit besluit ». De bijlage vermeldt niet het besluit waarbij ze gevoegd wordt, zodat dus het volledige opschrift van het ontworpen besluit moet worden vermeld.

Deze opmerking geldt ook voor de tweede bijlage.

6. In de Franse versie schrijve men « Vu pour être annexé à notre arrêté Y » en niet « Vue pour être annexée à Notre arrêté Y ».

Deze opmerking geldt eveneens voor de tweede bijlage.

Bijlage II

De tekst van de tweede bijlage dient te worden voorafgegaan door de vermelding « Bijlage II » (5).

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

Y. Kreins, kamervoorzitter,

P. Vandernoot, Mevr. M. Baguet, staatsraden,

Mevr. A.-C. Van Geersdaele, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. Delval, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. Baguet.

De griffier,

A.-C. Van Geersdaele.

De voorzitter,

Y. Kreins.

Nota's

(1) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-conseildetat.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling nr. 14.

(2) Artikel 2, 8°, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers omschrijft het woord « media » als volgt : « elke radio- of televisiezender, en elk dagblad of tijdschrift waarvan de maatschappelijke zetel van de exploitant of uitgever gevestigd is in de Europese Unie ».

(3) Deze bepalingen komen voor in de artikelen 38 tot 52 van de wet van 13 december 2010 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector en

certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification. En vertu de l'article 57, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi précitée du 13 décembre 2010, elles entrent en vigueur le 30 juin 2011. Toutefois, l'alinéa 2 de l'article 57 de la loi précitée du 13 décembre 2010 permet au Roi de fixer une date d'entrée en vigueur antérieure.

(4) Voir l'avis 34.627/2 donné le 19 mars 2003 sur le projet devenu le décret du 22 octobre 2003 portant assentiment à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française (Doc. parl., Parl. Comm. fr., 2002-2003, n^o 445/1).

(5) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n^o 172.

21 JUIN 2011. — Arrêté royal concernant la forme de la licence de classe G1, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe G1, ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires de cette licence

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, l'article 43/13, 1, 2 et 3, inséré par la loi du 10 janvier 2010;

Vu l'avis de la Commission des jeux de hasard, donné le 14 avril 2010;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 février 2011;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 1^{er} avril 2011;

Vu l'avis 49.483/2 du Conseil d'Etat, donné le 27 avril 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Justice, du Ministre des Finances, du Ministre de la Santé publique, du Ministre pour l'Entreprise, du Ministre de l'Intérieur, et du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Forme de la licence de classe G1 et modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe G1*

Article 1^{er}. La demande de licence de classe G1 est introduite d'une des manières suivantes :

— par un envoi postal recommandé, auprès de la Commission des jeux de hasard, dénommée ci-après la Commission, au moyen d'un formulaire dont le modèle est joint en annexe I^{re} au présent arrêté. La Commission envoie ce formulaire sur simple demande au demandeur;

— par voie électronique via l'application mise à disposition à cet effet par les autorités compétentes. Dans ce cas, la déclaration remplie et transmise conformément aux indications qui y figurent, est assimilée à une demande certifiée exacte, datée et signée.

Art. 2. La demande est traitée dans un délai de trois mois à dater de la réception de l'envoi postal recommandé ou de la réception de la demande de licence, complète, introduite par voie électronique, visée à l'article 1^{er}.

Art. 3. La Commission des jeux de hasard évalue les jeux séparément et désigne les jeux pour lesquels la licence est octroyée.

Art. 4. La notification de la décision de la Commission à l'intéressé se fait par un envoi postal recommandé.

En cas de décision favorable, une licence de classe G1, dont le modèle est joint en annexe II au présent arrêté, est délivrée au titulaire de la licence.

tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatie diensten. Krachtens artikel 57, eerste lid, 2^o, van de voormelde wet van 13 december 2010, treden ze in werking op 30 juni 2011. Het tweede lid van artikel 57 van de voornoemde wet van 13 december 2010 machtigt de Koning evenwel een vroegere datum van inwerkingtreding vast te stellen.

(4) Zie advies 34.627/2 gegeven op 19 maart 2003 over het ontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 22 oktober 2003 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie (Parl. St., Parl. Fr. Gem. 2002-2003, nr. 445/1).

(5) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-conseildetat.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling nr. 172.

21 JUNI 2011. — Koninklijk besluit betreffende de vorm van de vergunning klasse G1, de wijze waarop de aanvragen van een vergunning klasse G1 moeten worden ingediend en onderzocht en de verplichtingen waaraan de houders van deze vergunning moeten voldoen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, artikel 43/13, 1, 2 en 3, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2010;

Gelet op het advies van de Kansspelcommissie, gegeven op 14 april 2010;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 februari 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor van Begroting, d.d.1 april 2011;

Gelet op advies 49.483/2 van de Raad van State, gegeven op 27 april 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Justitie, van de Minister van Financiën, van de Minister van Volksgezondheid, van de Minister voor Ondernemen, van de Minister van Binnenlandse Zaken en van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *De vorm van de vergunning klasse G1, de wijze waarop de aanvragen voor een vergunning klasse G1 moeten worden ingediend en onderzocht*

Artikel 1. De aanvraag voor een vergunning klasse G1 wordt ingediend op één van volgende wijzen :

— bij aangetekende postzending gericht aan de Kansspelcommissie, hierna de Commissie genoemd, door middel van een formulier waarvan het model als bijlage I bij dit besluit is gevoegd. Dit formulier wordt door de commissie op eenvoudig verzoek toegezonden aan de aanvrager;

— op elektronische wijze via het hiertoe door de bevoegde overheid ter beschikking gesteld voorschrift. In dit geval wordt de aangifte, die ingevuld en verstuurd werd overeenkomstig de daarin voorkomende aanduidingen, gelijkgesteld met een gewaarmerkte, gedagtekende en ondertekende aanvraag.

Art. 2. De aanvraag wordt behandeld binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de ontvangst van de aangetekende postzending of vanaf de ontvangst van de op elektronische wijze ingediende volledige vergunningsaanvraag, bedoeld in artikel 1.

Art. 3. De Kansspelcommissie beoordeelt de spelen afzonderlijk en duidt de spelen aan waarvoor de vergunning wordt verleend.

Art. 4. De kennisgeving van beslissing van de Commissie aan de betrokkene gebeurt bij aangetekende postzending.

Bij een gunstige beslissing wordt een vergunning klasse G1, waarvan het model als bijlage II bij dit besluit is gevoegd, bezorgd aan de vergunninghouder.

CHAPITRE 2. — *Examen des demandes de jeux après octroi de la licence de classe G1*

Art. 5. Le titulaire de la licence peut, pendant la durée de la licence, introduire une demande auprès de la Commission en vue de faire figurer de nouveaux jeux sur la licence. La Commission évalue chaque jeu séparément. Elle peut accepter ou refuser de les faire figurer sur la licence.

La demande est introduite et examinée conformément aux dispositions du Chapitre 1er du présent arrêté.

CHAPITRE 3. — *Modalités de fonctionnement et d'administration des jeux médias*

Art. 6. Le titulaire de la licence conclut avec les opérateurs, les entreprises facilitatrices et les organisateurs un protocole qui règle leur collaboration.

Art. 7. Le titulaire de la licence veille, en permanence, à la sincérité des jeux médias organisés et à la régularité de leur fonctionnement.

Art. 8. Le titulaire de la licence tient une comptabilité distincte sur les jeux médias organisés. Sur simple demande de la Commission des jeux de hasard, il présente les données comptables et les justificatifs y afférents pour chaque jeu média.

CHAPITRE 4 — *Disposition finale*

Art. 9. Le Ministre qui a la Justice dans ses attributions, le Ministre qui a les Finances dans ses attributions, le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, le Ministre qui a l'Entreprise dans ses attributions et le Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 juin 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

La Ministre de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre pour l'Entreprise,
V. VAN QUICKENBORNE

Le Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

Le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de la Justice,
C. DEVLIES

HOOFDSTUK 2. — *Behandeling van de spelaanvragen na toekenning van de vergunning G1*

Art. 5. De vergunninghouder kan, gedurende de duur van de vergunning, een aanvraag bij de Commissie indienen om nieuwe spelen in de vergunning te laten opnemen. De Kansspelcommissie beoordeelt elk spel afzonderlijk. Zij kan de opname aanvaarden of weigeren.

De aanvraag wordt ingediend en onderzocht overeenkomstig de bepalingen in Hoofdstuk 1 van dit besluit.

HOOFDSTUK 3. — *De wijze waarop de mediaspelen worden ingericht en beheerd*

Art. 6. De vergunninghouder dient met de operatoren, facilitatoren en organisatoren een protocol af te sluiten waarin de onderlinge samenwerking wordt geregeld.

Art. 7. De vergunninghouder moet voortdurend zorgen voor de eerlijkheid van de ingerichte mediaspelen, alsook voor de regelmatige werking ervan.

Art. 8. De vergunninghouder voert een aparte boekhouding met betrekking tot de ingerichte mediaspelen. Per mediaspel dient hij de boekhoudkundige gegevens en bijhorende stavingstukken op eenvoudige vraag van de Kansspelcommissie voor te leggen.

HOOFDSTUK 4. — *Slopbepaling*

Art. 9. De Minister bevoegd voor Justitie, de Minister bevoegd voor Financiën, de Minister bevoegd voor Volksgezondheid, de Minister bevoegd voor Ondernemen en de Minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 juni 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister voor Ondernemen,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Justitie,
C. DEVLIES

Annexe I^{ère}

FORMULAIRE DE DEMANDE DE LICENCE DE CLASSE G1

(JEUX PROPOSES DANS LE CADRE DE PROGRAMMES TELEVISES AU MOYEN DE SERIES DE NUMEROS DU PLAN BELGE DE NUMEROTATION ET QUI FORMENT UN PROGRAMME COMPLET DE JEU)

A PERSONNE PHYSIQUEI. IDENTIFICATION

Numéro d'entreprise :
 Nom :
 Prénom(s) :
 Numéro de Registre national :
 Adresse :
 Rue : n° : boîte :
 Code postal : Commune :
 Pays :
 Téléphone :
 Adresse électronique :
 Dénomination commerciale des jeux médias :

II. ANTECEDENTS JUDICIAIRES

Conformément aux dispositions légales, la Commission des jeux de hasard vérifiera auprès du Casier judiciaire central si vous répondez aux conditions de moralité, si vous êtes inscrit au registre de la population et si vous jouissez de tous vos droits civils et politiques. Si le demandeur ne possède pas la nationalité belge, il doit apporter lui-même la preuve qu'il satisfait à ces exigences.

III. SITUATION FINANCIERE

1) Revenus

Veillez fournir un récapitulatif de vos revenus des trois dernières années à l'aide d'une copie de vos deux dernières déclarations d'impôts (+ annexe 2 si vous êtes déjà indépendant).

Pour la période qui n'est pas couverte par ces documents (celle entre la dernière déclaration et la demande de la licence F1), les documents suivants doivent être joints :

- une copie de vos fiches de paie couvrant cette période* ;
- un récapitulatif de vos revenus de capitaux et biens mobiliers (ceci comprend les dividendes, les intérêts, les revenus de location, de fermage, de l'utilisation et de la concession de biens mobiliers et les revenus compris dans des rentes viagères ou temporaires qui ne sont pas des pensions) ;
- si vous avez vendu un bien immobilier durant cette période, une copie de l'acte de vente doit être ajoutée.

(* Les indépendants doivent fournir un récapitulatif de leurs revenus pour cette période.

2) Emprunts

Si vous avez contracté un ou plusieurs emprunts (avec ou sans hypothèque), veuillez remplir le tableau suivant :

Nom + adresse de l'établissement	Date d'ouverture	Durée	Montant	Nature du bien pris en hypothèque + montant

3) Cautionnement

Vous êtes-vous porté(e) caution ? Votre conjoint(e) ou une des personnes pour lesquelles vous êtes financièrement responsable s'est-il/elle porté(e) caution ?

Si oui, veuillez remplir le tableau suivant :

Bénéficiaire (nom, prénom, adresse)	Montant

4) Comptes étrangers

Avez-vous ouvert un compte auprès d'un établissement bancaire, de change, de crédit ou d'épargne établi à l'étranger ?

Si oui, veuillez remplir le tableau suivant :

Nom + adresse de l'établissement	Date d'ouverture du compte	Nature du compte

5) Faillite

Si vous avez été lié(e) à une société qui a été déclarée en faillite au moment où vous en faisiez partie, veuillez remplir le tableau suivant :

Nom + adresse de la société	Date de la déclaration de faillite	Fonction du demandeur dans la société

B. PERSONNE MORALEI. IDENTIFICATION

Numéro d'entreprise :
 Dénomination sociale :
 Adresse du siège :
 Rue : n° : boîte :
 Code postal : Commune :
 Pays :
 Téléphone :
 Adresse électronique :
 Dénomination commerciale des jeux médias :

Données relatives à l'administrateur/aux administrateurs ou au(x) gérant(s)

Nom :
 Prénoms :
 Date de naissance : Lieu de naissance :
 Nationalité :
 Numéro de Registre national :
 Rue : n° : boîte :
 Code postal : Commune :

Nom :
 Prénoms :
 Date de naissance : Lieu de naissance :
 Nationalité :
 Numéro de Registre national :
 Rue : n° : boîte :
 Code postal : Commune :

Nom :
 Prénoms :
 Date de naissance : Lieu de naissance :
 Nationalité :
 Numéro de Registre national :
 Rue : n° : boîte :
 Code postal : Commune :

II. ANTECEDENTS JUDICIAIRES DES ADMINISTRATEURS ET DES GERANTS

Conformément aux dispositions légales, la Commission des jeux de hasard vérifiera auprès du Casier judiciaire central si vous répondez aux conditions de moralité, si vous êtes inscrit au registre de la population et si vous jouissez de tous vos droits civils et politiques.

III. SITUATION FINANCIERE

Veuillez fournir les déclarations à l'impôt des sociétés ainsi que les documents, relevés et renseignements y afférents des trois dernières années d'imposition.

C. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES ET LES PERSONNES MORALESC. 1 DONNEES RELATIVES AUX JEUX MEDIAS ORGANISES

Relevé des jeux médias :

Fournisseur(s) du jeu :

(Si c'est une personne physique, la preuve relative à la possession de tous ses droits civils et politiques doit être jointe. Si c'est une personne morale, cette preuve doit être jointe pour ses administrateurs et ses gérants.)

Organisateur(s) :

(Si c'est une personne physique, la preuve relative à la possession de tous ses droits civils et politiques doit être jointe. Si c'est une personne morale, cette preuve doit être jointe pour ses administrateurs et ses gérants.)

Opérateur(s) :

(Si c'est une personne physique, la preuve relative à la possession de tous ses droits civils et politiques doit être jointe. Si c'est une personne morale, cette preuve doit être jointe pour ses administrateurs et ses gérants.)

Entreprise(s) facilitatrice(s) :

C. 2 DOCUMENTS A JOINDRE

Les documents suivants doivent être joints :

- un avis émanant du Service public fédéral Finances et attestant que le demandeur s'est acquitté de toutes ses dettes fiscales, certaines et non contestées ;
- un document justificatif attestant la solvabilité et la capacité financière du demandeur, en particulier la preuve qu'il dispose des moyens financiers nécessaires pour couvrir la caution de 80 000,00 euros ;
- le règlement du jeu média ;
- un dossier complet présentant le jeu média et détaillant l'organisation, le mode de sélection et la méthodologie du jeu ;
- le protocole conclu conformément à l'article 6 de l'arrêté royal concernant la forme de la licence de classe G1, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe G1, ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires de cette licence.

Date :

Signature :

Remarques :

- 1) Si vous ne disposez pas de suffisamment d'espace pour répondre entièrement aux questions, vous devez l'indiquer explicitement et renvoyer à un document annexe sur lequel vous avez complété vos réponses.
- 2) Si des modifications interviennent durant l'examen de la demande, vous devez les communiquer le plus rapidement possible à la Commission. L'exactitude des données doit être garantie.
- 3) Toute modification intervenant après l'obtention de la licence doit être communiquée le plus rapidement possible à la Commission.
- 4) Toute information incorrecte, fournie volontairement, entraîne le refus de la licence.

Vu pour être annexée à Notre arrêté du 21 juin 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

La Ministre de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre pour l'Entreprise,
V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

Le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de la Justice,
C. DEVLIES

Annexe II

Licence de classe G1

Numéro de licence :

DONNEES RELATIVES AU TITULAIRE DE LA LICENCE

Nom :
 Prénom(s) :
 Date de naissance : Lieu de naissance :
 Nationalité :
 Numéro de Registre
 national :
 Numéro d'entreprise :

Dénomination de la personne morale :
 Forme juridique :
 Date de constitution :
 Numéro d'entreprise :
 Adresse du siège social :
 Rue : n° boîte
 Code postal : Commune :

JEUX MEDIAS AUTORISES :

.....

(D'autres jeux médias peuvent être autorisés sous cette licence, moyennant autorisation expresse et préalable de la Commission des jeux de hasard conformément à l'article 5 de l'arrêté royal concernant la forme de la licence de classe G1, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe G1, ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires de cette licence)

LA PRESENTE LICENCE NE PEUT PAS ETRE CEDEE

(art. 26 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs)

Signature du président de la Commission des jeux de hasard

DATE D'OCTROI : xx-xx-2011

DUREE DE VALIDITE : 5 ans

Vu pour être annexée à Notre arrêté du 21 juin 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
 S. DE CLERCK

Le Ministre des Finances,
 D. REYNDERS

La Ministre de la Santé publique,
 Mme L. ONKELINX

Le Ministre pour l'Entreprise,
 V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre de l'Intérieur,
 Mme A. TURTELBOOM

Le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de la Justice,
 C. DEVLIES

Bijlage I

AANVRAAGFORMULIER VERGUNNING KLASSE G1

(TELEVISIEPROGRAMMA'S VIA NUMMERREEKSEN VAN HET BELGISCH NUMMERPLAN EN DIE EEN
TOTAALPROGRAMMA INHOUDEN)

A NATUURLIJKE PERSONEN

I. IDENTIFICATIE.

Ondernemingsnummer:
 Naam :
 Voorna(a)m(en) :
 Rijksregisternummer :
 Adres :
 Straat : nr. : ... bus :
 Postcode : Gemeente :
 Land:.....
 Telefoon:
 Mailadres:
 Commerciële benaming van de mediaspelen:

II. GERECHTELIJK VERLEDEN.

Overeenkomstig de wettelijke bepalingen zal de kansspelcommissie nagaan bij het centraal strafregister of u voldoet aan de moraliteitsvereisten, of u bent ingeschreven in het bevolkingsregister en of u in het bezit bent van al uw burgerlijke en politieke rechten. In geval de aanvrager geen Belgische nationaliteit bezit, dient hij zelf deze bewijzen voor te leggen.

III. FINANCIËLE TOESTAND.

1) Inkomsten

Gelieve een overzicht te geven van uw inkomsten gedurende de laatste drie jaren aan de hand van een kopij van uw twee laatste belastingaangiften (+ bijlage 2 indien u reeds zelfstandige bent)

Voor de periode welke niet wordt gedekt door de belastingaangiften (deze tussen de laatste belastingaangifte en de aanvraag van de vergunning F1) dient men volgende documenten bij te voegen :

- een kopij van uw loonfiches van die periode*
 - een overzicht van uw inkomsten uit roerende goederen en kapitalen (hieronder verstaat men dividenden, interesten, inkomsten van verhuring, verpachting, gebruik en concessie van roerende goederen en inkomsten begrepen in lijfrenten of tijdelijke renten die geen pensioenen zijn)
 - indien u een onroerend goed heeft verkocht in die periode wordt een kopij van de verkoopsakte bijgevoegd.
- (*) zelfstandigen dienen een overzicht weer te geven van hun geboekte winst van die periode

2) Leningen

Indien U één of meerdere leningen (met of zonder hypotheek) heeft aangegaan, gelieve dan onderstaande tabel in te vullen.

Naam+adres van de instelling	Aanvangsdatum	Duur	Bedrag	Aard van het in hypotheek genomen goed + bedrag

3) Borgstelling

Heeft U, uw echtgeno(o)t(e) of één van de personen waarvoor U financieel verantwoordelijk bent zich borg gesteld? Zo ja, gelieve dan onderstaande tabel in te vullen :

Begunstigde (naam, voornaam, adres)	Bedrag

4) Buitenlandse rekeningen

Heeft U een rekening geopend bij een in het buitenland gelegen bank-, wissel-, krediet-of spaarinstelling ? Zo ja, vul dan onderstaande tabel in :

Naam + adres van de instelling	Datum van opening van de rekening	Aard van de rekening

5) Faillissement

Indien u verbonden bent geweest aan een vennootschap dewelke werd failliet verklaard gedurende de periode dat u er deel van uitmaakte dient u onderstaande tabel in te vullen :

Naam + adres van de vennootschap	Datum van de faillietverklaring	Functie van de aanvrager in de vennootschap

B. RECHTSPERSONENI. IDENTIFICATIE

Ondernemingsnummer:
 Maatschappelijke benaming :
 Adres van de zetel :
 Straat : nr: bus:
 Postcode : Gemeente :
 Land:
 Telefoon:
 Mailadres:
 Commerciële benaming van de mediaspelen:

Gegevens betreffende de bestuurder(s) of zaakvoerder(s)

Naam :
 Voornamen :
 Geboortedatum : Geboorteplaats :
 Nationaliteit :
 Rijksregisternummer :
 Straat : nr : bus :
 Postcode : Gemeente :

Naam :
 Voornamen :
 Geboortedatum : Geboorteplaats :
 Nationaliteit :
 Rijksregisternummer :
 Straat : nr : bus :
 Postcode : Gemeente :

Naam :
 Voornamen :
 Geboortedatum : Geboorteplaats :
 Nationaliteit :
 Rijksregisternummer :
 Straat : nr : bus :
 Postcode : Gemeente :

II. GERECHTELIJK VERLEDEN VAN DE BESTUURDERS EN ZAAKVOERDERS.

Overeenkomstig de wettelijke bepalingen zal de kansspelcommissie nagaan bij het centraal strafregister of u voldoet aan de moraliteitsvereisten, of u bent ingeschreven in het bevolkingsregister en of u in het bezit bent van al uw burgerlijke en politieke rechten.

III. FINANCIELE TOESTAND.

Gelieve de aangiften in de vennootschapsbelasting met de bijhorende bescheiden, opgaven en inlichtingen van de voorbije drie aanslagjaren over te maken.

C. INLICHTINGEN BETREFFENDE ZOWEL NATUURLIJKE ALS RECHTSPERSONEN.C. 1 GEGEVENS MET BETREKKING TOT DE INGERICHTE MEDIASPELEN.

Overzicht mediaspelen:

Spelaanbieder(s):

Indien het gaat om een natuurlijke persoon, moet het bewijs worden bijgevoegd met betrekking tot het bezit van alle burgerlijke en politieke rechten. Voor een rechtspersoon geldt hetzelfde voor haar bestuurders en zaakvoerders.

Organisator(s):

Indien het gaat om een natuurlijke persoon, moet het bewijs worden bijgevoegd met betrekking tot het bezit van alle burgerlijke en politieke rechten. Voor een rechtspersoon geldt hetzelfde voor haar bestuurders en zaakvoerders.

Operator(s):

Indien het gaat om een natuurlijke persoon, moet het bewijs worden bijgevoegd met betrekking tot het bezit van alle burgerlijke en politieke rechten. Voor een rechtspersoon geldt hetzelfde voor haar bestuurders en zaakvoerders.

Facilitator(s):

C. 2 BIJ TE VOEGEN DOCUMENTEN.

Volgende documenten dienen te worden bijgevoegd:

- advies uitgaande van de Federale Overheidsdienst Financiën waaruit blijkt dat de aanvrager al zijn vaststaande en onbetwiste belastingsschulden heeft voldaan;
- een stuk ter staving van zijn kredietwaardigheid en financiële draagkracht, in het bijzonder het bewijs dat U over voldoende financiële middelen beschikt om de waarborg van 80.000,00 Euro te betalen;
- het reglement van het mediaspel;
- een volledig dossier ter voorstelling van het mediaspel, waarin de organisatie, de wijze van selecteren en de methodiek van het spel volledig worden uiteengezet.
- Het protocol dat werd afgesloten overeenkomstig artikel 6 van het besluit betreffende de vorm van de vergunning G1, de wijze waarop de aanvragen van een vergunning klasse G1 moeten worden ingediend en onderzocht en de verplichtingen waaraan de houders van deze vergunning moeten voldoen.

Datum :

Handtekening :

Opmerkingen :

- 1) Indien u over onvoldoende ruimte beschikt om de vragen volledig te beantwoorden, dient u dit uitdrukkelijk te vermelden en te verwijzen naar de bijlage waarop u de antwoorden heeft vervolledigd.
- 2) Indien er zich gedurende de behandeling van de aanvraag wijzigingen voordoen, dienen deze zo snel mogelijk te worden meegedeeld aan de commissie. De juistheid van de gegevens dient te zijn verzekerd.
- 3) Elke wijziging die zich voordoet na het verkrijgen van de vergunning dient zo snel mogelijk te worden meegedeeld aan de commissie.
- 4) Elke bewuste mededeling van onjuiste informatie heeft de weigering van de vergunning tot gevolg.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 21 juni 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK

De Minister van Financiën,

D. REYNDERS

De Minister van Volksgezondeheid,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister voor Ondernemen,

V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Justitie,

C. DEVLIES

Bijlage II

Vergunning klasse G1

Nummer vergunning :

GEGEVENS BETREFFENDE DE VERGUNNINGHOUDER

Naam :
 Voorna(a)m(en) :
 Geboortedatum : Geboorteplaats :
 Nationaliteit :
 Rijksregisternummer :
 Ondernemingsnummer :

Benaming van de rechtspersoon :
 Rechtsvorm :
 Oprichtingsdatum :
 Ondernemingsnummer :
 Adres van de maatschappelijk zetel :
 Straat : nr bus
 Postcode : Gemeente :

TOEGELATEN MEDIASPELEN:

.....

- (Andere mediaspelen kunnen onder deze vergunning worden toegelaten, mits uitdrukkelijke en voorafgaande toestemming door de Kansspelcommissie overeenkomstig artikel 5 van het besluit betreffende de vorm van de vergunning G1, de wijze waarop de aanvragen van een vergunning klasse G1 moeten worden ingediend en onderzocht en de verplichtingen waaraan de houders van deze vergunning moeten voldoen.)

DEZE VERGUNNING KAN NIET WORDEN OVERGEDRAGEN

(art. 26 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers)

Handtekening van de Voorzitter van de Kansspelcommissie

DATUM VAN TOEKENNING : xx-xx-2011**GELDIGHEIDSDUUR : 5 jaren**

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 21 juni 2011.

ALBERT

Van Koningswege :
 De Minister van Justitie,
 S. DE CLERCK
 De Minister van Financiën,
 D. REYNDERS
 De Minister van Volksgezondeheid,
 Mevr. L. ONKELINX
 De Minister voor Ondernemen,
 V. VAN QUICKENBORNE
 De Minister van Binnenlandse Zaken,
 Mevr. A. TURTELBOOM
 De Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Justitie,
 C. DEVLIES